

2014/19

Élections tunisiennes 2014 : un pas plus loin

par PHILIPPE DEBOULLE

*Analyses &
Études*
Politique internationale



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES
DROITS DE L'HOMME
MIGRATIONS
POLITIQUE INTERNATIONALE
Économie

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites www.lesitinerrances.com et www.sireas.be, elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à educationpermanente@sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be
www.lesitinerrances.com

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



Près de quatre ans après la révolution de jasmin, les tunisiens ont été appelés à se rendre aux urnes à plusieurs reprises. Ainsi, le 26/10, ils votaient pour les législatives visant à désigner la Première Assemblée des Représentants du Peuple (ARP) de la deuxième République tunisienne et le 23/11 pour les présidentielles, dont le second tour aura lieu le 21/12. Le vainqueur de ces élections sera le premier président élu démocratiquement depuis l'indépendance. Mais le chemin pour arriver à ces différentes élections a été long et sinueux, parfois semé d'embûches en tous genres. Par moment, on a même pu craindre pour la survie du processus démocratique dans le pays.

L'AN 1 DE LA RÉVOLUTION

En décembre 2010, des émeutes éclatent à Sidi Bouzid dans le centre de la Tunisie suite à l'immolation d'un jeune commerçant ambulant, Mohamed Bouazizi, dont la marchandise avait été confisquée par les autorités¹. Ce sera le début de la révolution de jasmin et celui des printemps arabes qui toucheront plusieurs pays arabes. Le 14 janvier 2011, la fuite de Ben Ali mettra fin à la dictature et sera le point de départ d'un long processus de refonte de la République tunisienne. S'ensuit alors une période d'instabilité marquée par le retour d'exil des absents de la révolution tels que Rached Ghannouchi (Ennahdha) ou encore Moncef Marzouki (Congrès pour la République) qui vont très vite jouer un rôle de premier ordre dans la nouvelle Tunisie.

En février, le premier ministre Mohammed Ghannouchi est remplacé par Beji Caïd Essebsi. Les manifestations se succèdent. Le 3 mars 2011,

¹ À lire le récit de Tahar Ben Jelloun, *Par le feu*, 2011, [Gallimard](#)

il est décidé d'organiser l'élection à la proportionnelle d'une Assemblée Nationale Constituante. Celle-ci aura lieu (en un tour) le 23 octobre 2011. L'assemblée élue rédigera la nouvelle constitution. Lors de ces élections, 11 686 personnes se sont enregistrés comme candidats, enregistrés sur 1 517 listes différentes. Parmi celles-ci, on retrouve 828 listes de partis politiques, 655 listes indépendantes et 34 coalitions de partis.

Les principaux partis sont les suivants :

- **Ennahdha** représenté par Rached Ghannouchi. Il prône un Islam politique, le conservatisme, le libéralisme économique. Il est proche des frères musulmans et des thèses de l'islamisme à la Turquie.
- **Congrès pour la République** représenté par Moncef Marzouki de centre-gauche prônant le nationalisme arabe
- **Pétition populaire pour la liberté, la justice et le développement**, représenté par Hechmi Hamdi qui est islamiste pro-saoudien
- **Ettakatol**, représenté par Mustapha Ben Jaafar, prônant la Social-démocratie
- **Parti démocrate progressiste**, représenté par Maya Jribi. Parti de Centre-gauche, social-démocratie
- **L'Initiative** représenté par Kamel Morjane. Parti du Centre
- **Afek Tounes** représenté par Mohamed Louzir. Ce parti prône le libéralisme
- **Parti communiste des ouvriers de Tunisie**, représenté par Hamma Hammami. Ce parti prône le marxisme-léninisme
- **L'Union patriotique libre**, représenté par Slim Riahi. Il prône le libéralisme.
- **Mouvement des démocrates socialistes** représenté par Ahmed Khas-khoussi. Il s'agit d'un parti Social-démocrate
- **Al Watan** représenté par Mohamed Jegham. Il s'agit d'un parti du centre.
- **Mouvement Ettajdid / Pôle démocratique moderniste** représenté Ahmed Brahim qui prône la Social-démocratie et le socialisme.

RÉSULTATS AU NIVEAU NATIONAL

	Voix	%	Sièges
Ennahdha	1 501 320	37,04	89
Congrès pour la République	353 041	8,71	29
Pétition populaire	273 362	6,74	26
Ettakatol	284 989	7,03	20
Parti démocrate progressiste	159 826	3,94	16
L'Initiative	129 120	3,19	5
Pôle démocratique moderniste	113 005	2,79	5
Afek Tounes	76 488	1,89	4
Parti communiste des ouvriers de Tunisie	63 652	1,57	3
Mouvement du peuple	30 500	0,75	2
Mouvement des démocrates socialistes	22 830	0,56	2
Union patriotique libre	51 665	1,26	1
Mouvement des patriotes démocrates	33 419	0,83	1
Parti libéral maghrébin	19 201	0,47	1
Parti démocrate-social de la nation	15 534	0,38	1
Parti du Néo-Destour	15 448	0,38	1
Parti de la lutte progressiste	9 978	0,25	1
Parti de l'équité et de l'égalité	7 621	0,19	1
Parti de la nation culturel et unioniste	5 581	0,14	1
Indépendants	62 293	1,54	8
Listes sans siège	1 290 293	31,83	0
Inscrits	8 289 924	100,00	217
Votants	4 308 888	51,97	-
Exprimés	4 053 148	94,06	-
Blancs ou nuls	255 740	5,94	-

Pour voter il fallait s'inscrire sur les listes électorales. Beaucoup de jeunes, ceux-là même qui avaient porté la révolution, ont boudé ce premier scrutin.

La multiplicité des listes électorales et le manque de professionnalisation de certains partis ont quelque peu prêté à confusion dans le chef de bon nombre d'électeurs. Ennahdha, fort de son passé et d'une organisation bien huilée malgré ses années de clandestinité, remporte ces élections dans une première confrontation islam/laïcs. Le parti doit constituer un gouvernement de coalition qui va gérer le pays dans l'attente de la nouvelle constitution prévue pour 2012 à laquelle succéderont de nouvelles élections législatives. Mais le processus mettra trois ans à se développer, ce dans un climat économique et sécuritaire très inquiétant.

UNE GESTION CHAOTIQUE DU PAYS

En décembre 2011, Moncef Marzouki est élu Président provisoire par l'Assemblée constituante. Le nouveau gouvernement, surnommé la Troïka, sera constitué de trois partis : Ennahdha, le Congrès pour la république et Ettakatol avec pour Premier Ministre Hamadi Jebali. La situation économique s'est dégradée pendant cette période de transition, mais ce qui va bientôt inquiéter les Tunisiens c'est la situation sécuritaire. Tout au long de 2012, les islamistes ont laissé s'organiser les salafistes, qui prennent la tête de plusieurs mosquées.

Des Ligue de Protection de la révolution soutenues par le Président se forment. Celles-ci sont accusées de multiples délits. Des confrontations ont lieu entre étudiants et salafistes à l'Université de Tunis. En septembre 2012 l'École américaine est attaquée. Le 18 octobre, le coordinateur de Nidaa Tounes à Tataouine (sud du pays), Lotfi Nagdh, est mortellement blessé suite à une manifestation violente déclenchée par des membres de la Ligue de protection de la révolution. Le 6 février 2013, Chokri Belaïd, un opposant politique du Front Populaire, est assassiné. Ce meurtre provoque de nombreuses manifestations hostiles à Ennahdha accusé, sinon d'avoir fomenté cet assassinat, tout au moins de laxisme envers les mouvements extrémistes. Les bureaux du parti islamiste sont brûlés à Sfax, Monastir, Béja, Gafsa et Gabès. Les manifestants demandent la démission du gouvernement. Hamadi Jebali déclare unilatéralement sa volonté de former un gouvernement de technocrates pour gérer les affaires courantes jusqu'à la tenue de nouvelles élections. Il est désavoué par son parti et son allié le CPR. Il démissionne. Ennahdha nomme Ali Layaredh Premier Ministre. Mais ce gouvernement dans lequel participe de nombreuses personnalités de la vie publique peine à convaincre. La situation s'aggrave en juillet suite à de nouveaux événements comme le meurtre du politicien Mohamed Brahmi et l'assassinat de huit soldats dans une embuscade au Djebel Chaambi (est du pays près de la frontière algérienne).

Ennahdha craint pour sa survie surtout après la destitution de Morsi en Égypte et la défection des pays amis, notamment le Qatar vis-à-vis des Frères musulmans. Un dialogue national est mis en place sous l'égide du puissant syndicat UGTT pour élaborer une feuille de route afin de mettre fin à la crise et déterminer la fin des travaux de l'ANC, pour la mise en place d'un gouvernement pour organiser les élections, maintenir et gérer les affaires courantes. Le 26 janvier 2014 une nouvelle constitution est enfin adoptée. Mehdi Jomaa est chargé du nouveau gouvernement composé d'indépendants. Mehdi

Jomaa se fixe les objectifs suivants : l'organisation d'élections transparentes, la sortie de la crise économique, la création d'emplois, la révision des nominations effectuées par les précédents cabinets, la dissolution des Ligues de protection de la révolution ainsi que la lutte contre la corruption.

On s'aperçoit que, pendant cette législature, le problème sécuritaire a été pour le moins négligé pendant les précédents gouvernements. Les heurts se multiplient dans l'est du pays et à proximité de la frontière algérienne. On déplore plusieurs morts dans les forces armées. Les arrestations se multiplient. On parle d'environ 1500 interpellations de djihadistes pendant cette période. Les mosquées commencent à se débarrasser des salafistes et les extrémistes, on le verra, affaiblis n'arriveront pas à perpétuer les élections de 2014. Malheureusement un nouveau point noir apparaît : la situation à la frontière libyenne où les djihadistes s'opposent désormais à l'armée tunisienne, sans compter les bandes qui s'adonnent à des trafics divers.

Le 16 juin, l'Instance Supérieure Indépendante pour les Élections (ISIE) présente au président de l'ANC ses propositions pour les scrutins présidentiel et législatif.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2014

Les élections législatives ont donc eu lieu ce 26 octobre 2014, afin d'élire l'Assemblée des Représentants du Peuple pour cinq ans. Selon la nouvelle constitution le scrutin est proportionnel à un tour et les listes des partis doivent respecter la parité hommes/femmes. Comme aux élections de 2011, les listes se multiplient. Sont validées 1 327 listes, soit 803 listes de partis politiques, 365 listes indépendantes et 159 listes de coalition.

Les principaux partis sont les suivants :

- **Nidaa Tounes (Appel de la Tunisie)** : créé par Beji Caïd Essebsi en 2012. C'est un parti rassemblant des personnalités allant du centre et de gauche.
- **Ennahdha (Mouvement de la renaissance)** : parti islamiste proche de la mouvance des Frères musulmans.
- **UPL (Union Patriotique Libre)** : fondé par l'homme d'affaire Slim Riahi qui a fait fortune dans l'énergie et l'immobilier en Libye. Il s'agit d'un parti libéral prônant une économie de marché. Il rejette l'islamisme.
- **Front populaire** : il s'agit d'une coalition de 12 partis de gauche, nationalistes et écologistes. Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi en faisaient partie; Son porte-parole est Hamma Hammami.
- **Afek Tounes (Horizons de la Tunisie)** : partie de tendance sociale-libérale.

- **CPR (Congrès pour la République)** : c'est le parti du Président provisoire Moncef Marzouki étiqueté de gauche. Il faisait partie de la Troïka.
- **Tayyar al mahabba (Courant de l'Amour)** : parti de l'homme d'affaire Hechmi Hamdi, installé à Londres et proche des saoudiens. Allié d'Ennahdha dans un premier temps, la séparation se fait rapidement en raison, justement, de ses accointances avec les saoudiens - Ennahdha étant proche du Qatar.
- **Moubadara (L'initiative)** : parti destourien, principalement composé d'anciens membres du RCD (parti au pouvoir pendant l'ère Ben Ali).

Globalement les élections de 26 octobre se sont déroulées sans incidents majeurs même si les autorités ont pris la décision de fermer les frontières algériennes et libyennes dans la crainte d'incursions djihadistes.

Contrairement aux élections de 2011 qui ont vu une forte participation, de près de 95% des inscrits, l'abstention a été importante et la participation d'environ 68%.

Les principaux enseignements de ce scrutin sont la défaite des partis au pouvoir (CPR, Ekkatakol et Ennahdha), la division laïcs/islamistes, mais aussi Nord/Sud. En effet le Sud a tendance à voter Ennahdha et le Nord Nidaa Tounes.

RÉSULTATS DÉFINITIFS DE L'ÉLECTION DU 26 OCTOBRE 2014

	Voix	%	Sièges
Nidaa Tounes	1 279 941	37,56 %	86
Ennahdha	947 034	27,79 %	69
Union patriotique libre	137 110	4,02 %	16
Front populaire	124 654	3,66 %	15
Afek Tounes	102 916	3,02 %	8
Congrès pour la République	72 942	2,14 %	4
Courant démocratique	65 792	1,93 %	3
Al Joumhourî	49 965	1,47 %	1
Mouvement du peuple	45 799	1,34 %	3
Initiative nationale destourienne	45 086	1,32 %	3
Alliance démocratique	43 371	1,27 %	1
Courant de l'amour	40 924	1,2 %	2
Union pour la Tunisie	27 802	0,82 %	0
Ettakatol	24 592	0,72 %	0
Mouvement Wafa	23 768	0,70 %	0
Al Amen	7 926	0,23 %	0
Parti de la voix du peuple tunisien	7 849	0,23 %	0
Front national du salut	5 977	0,18%	1
Mouvement des démocrates socialistes	5 792	0,17 %	1
Rad Al Iitibar	5 236	-	1
Majed Al Djerid	5 111	-	1
Parti de la voix des agriculteurs	3 515	0,1 %	1
Appel des Tunisiens à l'étranger	1 814	0,05 %	1
Autres listes	103 408	3,05 %	0
Inscrits	5 236 244	100	
Abstention	1 656 988	31,64	
Participation	3 579 256	68,36	
Exprimés	3 408 170	95,22	
Blancs opus nuls	171 079	4,77	

Nidaa Tounes a donc remporté ce scrutin, mais sa majorité relative l'obligera à réunir une coalition pour former un gouvernement stable. Les options sont multiples et si certains poussent à mettre sur pied une coalition d'unité nationale regroupant les deux grands partis du pays, les jeux ne sont pas faits. Les tractations vont bon train. Malgré ce que stipule la constitution et après l'entérinement par l'Assemblée, Nidaa Tounes ne présentera son

candidat à la formation qu'après l'élection du nouveau Président. On y verra certainement plus clair après les présidentielles.

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2014

Le 23 novembre les électeurs ont été appelés à élire leur président au suffrage universel pour un mandat de cinq ans comme le veut la nouvelle constitution de 2014.

Le 30 septembre 2014 l'ISIE (Instance supérieure indépendante pour les élections) rendait publique la liste définitive des 27 candidatures au scrutin présidentiel. Pour présenter valablement sa candidature, il fallait présenter 10000 signatures et verser 10000 dinars. L'ISIE a constaté dans le chef de plusieurs candidats des fraudes manifestes aux signatures. Le système reste donc perfectible.

Les deux principaux candidats Essebsi et Marzouki tiennent la vedette de la campagne ; d'autant plus qu'Ennahdha n'a pas présenté de candidat et qu'il ne soutient officiellement aucun d'entre eux.

On reproche à Essebsi son passé et aussi d'avoir autour de lui des anciens du RCD. Il est également soupçonné par ses adversaires de vouloir monopoliser le pouvoir et de vouloir revenir à une situation proche de celle d'avant la révolution. Marzouki, quant à lui, se présente en défenseur de l'esprit de la révolution. Cependant, sa proximité avec les très contestées Ligues de Protection de la Révolution et le Qatar font de lui un candidat peu apprécié d'un certain nombre de Tunisiens. D'autant plus, que malgré la consigne d'Ennahdha au niveau national, les régionales du parti appellent plus ou moins discrètement à voter Marzouki.

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue, un deuxième tour aura lieu le 21 décembre.

Les résultats de ce premier tour montrent un écart plus faible que prévu avec seulement 6 points d'écart entre les deux premiers.

	Premier tour – 23 novembre 2014		
	Nombre	% des inscrits	% des votants
Inscrits	5 308 354	100 %	
Votants	3 339 666	62,91 %	100 %
<i>dont suffrages exprimés</i>	3 267 569		97,84 %
<i>dont bulletins blancs ou nuls</i>	72 097		2,16 %
Abstentions	1 968 683	37,09 %	

	Voix	% des exprimés
Béji Caïd Essebsi (Nidaa Tounes)	1 289 384	39,46 %
Moncef Marzouki (Congrès pour la République)	1 092 418	33,43 %
Hamma Hammami (Front populaire)	255 529	7,82 %
Hechmi Hamdi (Courant de l'amour)	187 923	5,75 %
Slim Riahi (Union patriotique libre)	181 407	5,55%
Kamel Morjane (Initiative nationale destourienne)	41 614	1,27%
Ahmed Néjib Chebbi (Al Joumhourî)	34 025	1,04 %
Safi Saïd (Indépendant)	26 073	0,80 %
Mondher Zenaidi (Indépendant)	24 160	0,74 %
Mustapha Ben Jaafar (Ettakatol)	21 989	0,67 %
Kalthoum Kannou (Indépendant)	18 287	0,56 %
Mohamed Frikha (Indépendant)	17 506	0,45 %
Abderrazak Kilani (Indépendant)	10 077	0,31 %
Mustapha Kamel Nabli (candidature retirée)	6 723	0,21 %
Larbi Nasra (Voix du peuple tunisien)	6 426	0,20 %
Abdelkader Labaoui (Indépendant)	6 486	0,20 %
Hamouda Ben Slama (Indépendant)	5 737	0,10 %
Mohamed Ben Mabrouk Hamdi (candidature retirée) Alliance démocratique	5 593	0,17 %
Mehrez Boussayene (Indépendant)	5 377	0,16 %
Salem Chaïbi (Parti du congrès populaire)	5 245	0,16 %
Samir Abdelli (Indépendant)	5 054	0,15 %
Ali Chourabi (Indépendant)	4 699	0,14 %
Mokhtar Mejri (Indépendant)	4 286	0,13 %
Abderraouf Ayadi (candidature retirée) Mouvement Wafa	3 551	0,11 %
Yassine Chennoufi (Indépendant)	3 118	0,10 %
Abderrahim Zouari (candidature retirée) Mouvement destourien	2 701	0,08 %
Noureddine Hached (candidature retirée) Indépendant	2 181	0,07 %

La campagne du deuxième tour est animée. Les deux candidats cherchent à nouer des alliances. Si Marzouki est essentiellement et officieusement soutenu par Ennahdha, plusieurs partis soutiennent officiellement Essebsi : le Mouvement National, Afek Tounes, Al Moubadara, Al Massar, l'Union

Patriotique Libre, le Mouvement Destourien, Forces du 14 janvier, le Parti Socialiste, le Mouvement des Démocrates Socialistes et l'Action Nationale Démocrate.

Des personnalités politiques et des candidats au premier tour dont l'ancien président de l'ISIE Kamel Jendoubi, Samir Abdelli, Mustapha Kamel Nabli, Slim Riahi, Arbi Nasra, Ali Chourabi, Mondher Znaïdi, et Kamel Morjane soutiennent également Essebsi. Le Front Populaire, quant à lui, ne donne aucune consigne de vote et ces électeurs joueront un rôle majeur dans la désignation du nouveau Président. Les pronostics vont bon train. Les résultats risquent d'être serrés.

Un pas plus loin

Si l'on supprime quelques mots tels que Tunisie ou encore révolution de cet article on pourrait croire qu'il relate le déroulement d'une quelconque élection dans le monde, une banale élection dans un pays X ou Y où la population a le droit depuis longtemps de donner son avis sur la nature des personnalités qui la dirigent. Mais ici nous parlons d'un pays qui a subi une dictature pendant une longue période et qui est l'instigateur et le rescapé des printemps arabes.

Le processus a été lent mais il a réussi à doter le pays d'une constitution qui, même si elle n'est pas parfaite, est la plus progressiste du monde arabe. Le pays s'est doté d'un système électoral moderne. Le prochain gouvernement, qui verra le jour début 2015, aura la dure tâche de redresser une économie chancelante, de maintenir la sécurité intérieure et de redonner espoir et un avenir à sa jeunesse.

Il faut juste espérer qu'aucune ingérence extérieure, d'où quelle vienne (UE, France ou USA) ne vienne perturber ce long processus. La Tunisie est devenue un laboratoire qui pourrait aboutir à la création d'une « modèle de démocratie arabe » et peut-être de ce fait mettre au point un vaccin contre les extrémismes. Affaire à suivre

À LIRE AUSSI SUR LE SUJET

- http://www.huffpostmaghreb.com/2014/10/28/tunisie-resultats-legislatives_n_6058582.html
- Résultats ISIE
<http://www.isie.tn/index.php/fr/resultats-partielles-pour-les-elections-legislatives.html>
- Tunisie: La presse tunisienne s'interroge sur la future coalition après les législatives, http://www.huffpostmaghreb.com/2014/10/29/tunisie-elections-presse-future-coalition_n_6066460.html
- Tunisie : net recul des islamistes aux élections législatives, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2014/10/27/net-recul-des-islamistes-aux-le-gislatives-tunisiennes_4512928_3212.html
- Tunisie Résultat des législatives 2014 : La répartition finale des sièges, <http://www.baya.tn/2014/10/30/tunisie-resultat-des-legislatives-2014-la-repartition-finale-des-sieges/>
- Résultats des élections législatives 2014, http://fr.wikipedia.org/wiki/Élections_législatives_tunisiennes_de_2014#R.C3.A9sultats_cumul.C3.A9s_au_niveau_national
- Nida Tounes ne gouvernera pas seul, <http://www.lapresse.tn/12112014/90852/nida-tounes-ne-gouvernera-pas-seul.html>
- Un tandem Nida Tounes-Ennahdha ne profiterait qu'aux islamistes, <http://www.kapitalis.com/afkar-2/25735-un-tandem-nida-tounes-ennahdha-ne-profigerait-qu-aux-islamistes.html?device=xhtml>
- Le Front populaire et l'avenir de la gauche tunisienne..., <http://www.kapitalis.com/afkar-2/25759-le-front-populaire-et-l-avenir-de-la-gauche-tunisienne.html?device=xhtml>
- Présidentielle : 4 candidats ont abandonné la course, <http://www.kapitalis.com/politique/25855-presidentielle-4-candidats-ont-abandonne-la-course.html?device=xhtml>

- Tunisie : bilan des élections législatives, http://www.huffingtonpost.fr/rita-maalouf/tunisie-bilan-des-electio_b_6181654.html
- Une présidentielle qui n'a pas dit son dernier mot, <http://www.courrierinternational.com/article/2014/11/24/une-presidentielle-qui-n-a-pas-dit-son-dernier-mot>
- Ennahda temporise et laisse venir..., <http://www.letemps.com.tn/article/88143/ennahdha-temporise-et-laisse-venir...>
- <http://www.letemps.com.tn/article/88313/il-raisonne-en-president-qui-«conseillera»-le-gouvernement>

